

PARTICIPATION ET PRESENCE DE L'ASSOCIATION DANS LES INSTITUTIONS

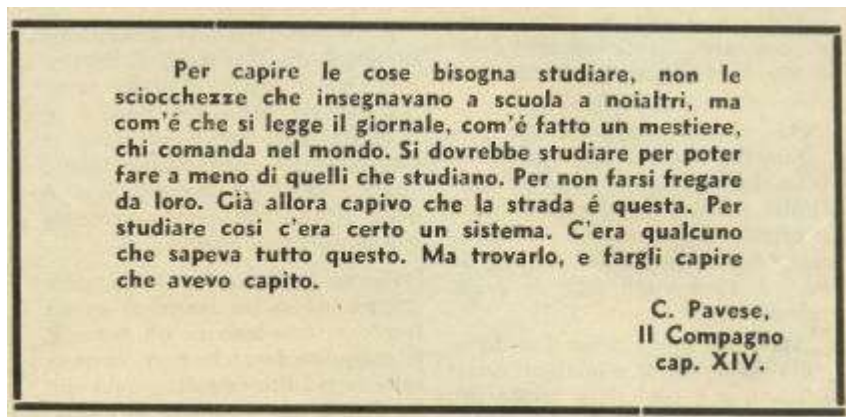
L'engagement de l'Association dans toutes les batailles pour la participation des immigrés au niveau social syndical et politique

Le travailleur immigré en général, et le travailleur immigré italien en particulier, ne peut accepter d'être considéré comme citoyen de seconde catégorie, c'est pourquoi la Leonardo da Vinci tout au long de son histoire a développé des actions culturelles, sociales et politiques en accentuant la sensibilisation à la formation, à l'information et à la participation de ses membres.

La politique d'ouverture pratiquée dès sa création a toujours trouvé des interlocuteurs attentifs et engagés qui ont permis de mener des batailles en front commun dans tous les organismes qui pouvaient aider à obtenir le plus rapidement possible une vraie intégration.

Les expériences vécues dans les nombreux comités pluralistes (comme le Comité d'Entente, le Comité antifasciste, le CAIL - Comité des Associations italiennes de Liège, la Commission des Immigrés de la FGTB, l'ULPI - Unione Lavoratori Progressisti Italiani, le Front Commun Syndical, le SPIA - Service Provincial d'Immigration et d'accueil devenu CCRI, le GIP - Groupe International Progressiste...), la participation dans les différents comités en relation avec le Consulat d'Italie et dans des Conseils Consultatifs Communaux, l'engagement dans toutes les campagnes électorales pour les élections sociales, administratives, législatives et politiques (pour l'Italie, la Belgique et l'Europe)... nous ont certainement aidés à franchir des étapes difficiles, y compris la tardive et encore limitée participation active aux élections communales de l'an 2000.

Nous présentons ici quelques-unes des actions de la Leonardo, protagoniste dynamique de la société civile.



Pour comprendre les choses, il ne faut pas étudier les bêtises qu'on nous enseignait à l'école, mais comment on lit un journal, comment est fait un métier, qui commande dans le monde. On devrait étudier pour pouvoir se passer de ceux qui étudient. Pour ne pas se faire avoir par eux. Alors, je comprenais que c'était la voie. Pour étudier ainsi, il y avait certainement un système. Il y avait quelqu'un qui savait tout ça. Mais le trouver, et lui faire comprendre que j'avais compris.

Cesare Pavese
Le camarade
Chap. XIV

C.I.E. – Comité Italien d'Entente

Il 26 giugno 1967 si è costituito a Seraing un Comitato Italiano d'Intesa. Esso ha poco più di un anno di esperienza. Chi lo ha costituito? Un gruppo di italiani di questa zona. Con quale scopo? Scoprire il valore dell'emigrato, i suoi problemi, la sua forza e la sua debolezza, per aiutare tutta la collettività italiana a trovare la via per inserirsi nella società in cui la vita ci ha condotti a stabilirci.

Alcune iniziative attuate in questo anno possono dare un'idea del tipo di attività del Comitato: una festa popolare in novembre per celebrare il 20° anniversario della grande ondata migratoria; una raccolta di fondi di solidarietà per i terremotati siciliani in febbraio, che a permesso di inviare direttamente ad un sindaco siciliano (Montevago) la somma di oltre 50.000 franchi raccolti da operai e dalle loro famiglie nei quartieri e nelle fabbriche. Inoltre sono stati costituiti, su iniziativa del C.I.I. di Seraing, di Comitati a Flémalle Haute, a Beyne-Heusay, a Ougrée. Vari interventi sono stati fatti presso altri organismi

su vari problemi dell'immigrazione. Al fine di ravvivare nei sindacati italiani la sensibilità ai problemi dell'emigrazione si è sollecitato ed ottenuto un incontro con rappresentanti sindacali di Milano. Contatti sono in programma con le centrali sindacali belghe della regione. Per mettere a fuoco i problemi più urgenti sarà organizzato a Liegi in ottobre un congresso regionale. Il C.I.I. ha l'appoggio delle associazioni italiane della regione (Leonardo da Vinci, Acli, Alpini, Bellunesi, Missione Cattolica). Noi crediamo che l'emigrazione mette gli uomini in una situazione nuova, e li chiama a vedere in luce diversa tutta una quantità di abitudini e di appartenenze. Crediamo che nessuno deve pensare al posto nostro e che ogni volta che manchiamo di interessarci a quello che ci interessa manchiamo ad un dovere civico ed umano. Forse per questo non mancano coloro che vedrebbero tanto volentieri affondare questa modestissima barchetta, che rischia di essere un noioso sassolino sotto i piedi di chi è abituato a camminare in scarpe troppo comode.

Le 26 juin 1967 s'est constitué à Seraing un Comité Italien d'Entente. Il a un peu plus d'un an d'existence. Qui l'a constitué ? Un groupe d'Italiens de ce coin. Avec quel but ? Découvrir la valeur de l'émigré, ses problèmes, sa force et sa faiblesse, pour aider toute la collectivité italienne à trouver la voie pour s'insérer dans la société dans laquelle la vie nous a conduits à nous établir.

Certaines initiatives réalisées durant cette année peuvent donner une idée du type d'activité du Comité : une fête populaire en novembre pour célébrer le 20^{ème} anniversaire de la grande vague migratoire ; une récolte de fonds de solidarité pour les tremblements de terre siciliens en février, qui a permis d'envoyer directement à un maire sicilien (Montevago) la somme de plus de 50.000 francs récoltée auprès des ouvriers et de leurs familles dans les quartiers et dans les usines. En outre, ont été constitués, à l'initiative des C.I.I. de Seraing, des Comités à Flémalle-Haute, à Beyne-Heusay, à Ougrée. Diverses interventions ont été faites. auprès d'autres organismes sur les différents problèmes de l'immigration.

Afin de raviver dans les syndicats italiens la sensibilité aux problèmes de l'émigration, on a sollicité et obtenu une rencontre avec des représentants syndicaux à Milan. Des contacts sont programmés avec les centrales syndicales belges de notre région. Pour traiter les problèmes les plus urgents, un congrès régional sera organisé à Liège en octobre. Le C.I.I. a l'appui des associations italiennes de notre région (Leonardo da Vinci, Acli, Alpini, Bellunesi, Missione Cattolica). Nous croyons que l'émigration met les hommes dans une situation nouvelle, et les appelle à voir d'un éclairage nouveau toute une quantité de leurs habitudes et de leurs appartenances. Nous croyons que personne ne doit penser à notre place et que chaque fois où nous manquons de nous intéresser à quelque chose qui nous concerne, nous manquons à un devoir civique et humain. Peut-être est-ce pour cela qu'il ne manque pas d'hommes qui verraient volontiers couler cette très modeste barquette, qui risque d'être un très ennuyeux caillou sous les pieds de celui qui est habitué à cheminer dans des souliers trop commodes.

Article repris d'« Intesa », publication du Comité d'Entente, créé le 26 juin 1967.

Partecipare alla vita operaia

In un momento cruciale per il paese che ci ospita, è forse utile fare una piccola sosta, per poter esaminare con calma la situazione.

Sul fronte del lavoro, la condizione dell'emigrante non è cambiata, e solo i giovani della nuova generazione arrivano, ma non sempre e non senza difficoltà, alla parità per ottenere posti interessanti sia sul piano dell'attività che sul piano finanziario.

Per gli altri emigrati la situazione rimane eguale. Soli disponibili, i posti di lavoro disertati dall'operaio belga per ragioni di durezza o d'insalubrità.

Il Belgio ha perso la battaglia del carbone e i disoccupati che ne risultano sono in maggior parte stranieri. Anche per il riclassamento, promesso con tanta facilità, giocano in prima linea gli argomenti abituali: prima loro e dopo gli altri.

Malgrado la buona volontà, non otteniamo nulla di buono nemmeno sul piano sindacale. Bisogna però constatare che le buone volontà belghe non mancano: autorità, sindacalisti, organismi specializzati sono d'accordo sul fatto che il problema esiste e che così non si troverà mai una soluzione. Quello che ci manca, la cosa è ormai chiara, dobbiamo ottenerlo da noi stessi.

E qui entra in gioco l'importanza del movimento creato nel seno dei Comitati d'Intesa. Riunione aperta a tutti e al servizio di tutti, luogo d'incontro dove sindacalista e missionario, comunista e cattolico trovano il terreno buono per lavorare a migliorare la condizione dell'emigrante italiano. La spirituale e il materiale, l'economico e il culturale trovano in seno ai comitati nuovo impulso di sviluppo.

Participer à la vie ouvrière.

Dans un moment crucial pour le pays qui nous accueille, il est peut-être utile de faire une petite halte, pour pouvoir examiner avec calme la situation.

Sur le front du travail, la condition de l'émigrant n'est pas changée, et seuls les jeunes de la nouvelle génération arrivent, mais pas toujours et pas sans difficulté, à la parité pour obtenir des places intéressantes aussi bien sur le plan de l'activité que sur le plan financier.

Pour les autres émigrés, la situation reste pareille. Seuls disponibles, les postes de travail désertés par l'ouvrier belge pour des raisons de dureté ou d'insalubrité.

La Belgique a perdu la bataille du charbon et les chômeurs qui en résultent sont en majeure partie des étrangers. Même pour le reclassement, promis avec tant de facilité, les arguments habituels jouent en premier: d'abord eux et après les autres.

Malgré la bonne volonté, nous n'obtenons rien de bon même sur le plan syndical. Il faut pourtant constater que les bonnes volontés belges ne manquent pas: autorités, syndicalistes, organismes spécialisés sont d'accord sur le fait que le problème existe et qu'on ne trouvera pas une solution ainsi. Ce qui nous manque, la chose est claire désormais, nous devons l'obtenir par nous-mêmes.

Et ici entre en jeu l'importance du mouvement créé au sein du Comité d'Entente. Des réunions ouvertes à tous et au service de tous, lieu de rencontre où syndicaliste et missionnaire, communiste et catholique trouvent le bon terrain pour travailler à améliorer la condition de l'émigrant italien. Qu'elle soit spirituelle, matérielle, économique ou culturelle, elle trouve au sein de nos comités une nouvelle impulsion de développement.

Article repris d'«Intesa», publication du Comité d'Entente, créé le 26 juin 1967.

Ma se vogliamo dare all'emigrante italiano una reale forza rappresentativa, un'orientazione scelta da lui stesso, abbiamo bisogno di tutti.

E' troppo facile dire soltanto il nostro desiderio di autodeterminarci. Dobbiamo riconoscere che le nostre attività sono sempre state marginali. Volontariamente o no, abbiamo continuato a far vivere in Belgio una piccola Italia nelle nostre case. Mentre sarebbe stato nostro dovere, senza perdere per questo le nostre caratteristiche, partecipare al massimo alla vita sociale ed economica belga.

Ancora oggi sono molti i nostri connazionali che, con l'eterno argomento di non voler fare della politica, partecipano solo passivamente alla vita sindacale, abbandonando i loro diritti ad un delegato belga, che malgrado tutta la buona volontà non può capire e risolvere i nostri problemi.

Alla manifestazione Vallone del 6 aprile a Bruxelles il posto dell'italiano era al fianco del compagno belga, perché chiedere lavoro per tutti era cosa che li riguardava entrambi. Sfortunatamente gli italiani erano molto pochi, e un sindacalista Vallone mi ha detto: « *Où sont-ils tes 100.000 Italiens de Wallonie?* »

A questa domanda, a partire da oggi, dobbiamo saper rispondere. Dobbiamo partecipare ad ogni attività belga, sindacale o no. Anche fuori dei partiti ci sono mille modi di partecipare, di rompere l'isolamento che è nostro da più di venti anni. Non è immistione politica reclamare il nostro diritto all'eguaglianza sul piano del lavoro, e senza voler polemizzare non si possono dimenticare le gambe, le braccia e i morti che abbiamo lasciato in Belgio sul piedestallo del lavoro.

Il nostro carattere sorridente, la nostra buona volontà, il nostro coraggio sul lavoro non bastano: ci vuole di più.

Tocca a noi, lavoratori italiani, far sapere a chi ci governa, in Belgio e in Italia, che siamo decisi a scegliere noi stessi il nostro avvenire. Far sapere ai compagni di lavoro belgi che siamo pronti a scegliere la strada di una vera integrazione, nel rispetto delle nostre usanze e delle loro, senz'ombra di nazionalismo.

I sindacati sono disposti ad aiutarci, le autorità consolari devono tener conto delle nostre opinioni, e a Roma il Consiglio degli Emigrati non può ignorare i nostri desideri.

Tocca a noi agire, abbandonare la nostra passività, prendere coscienza della nostra forza e delle realtà del paese che è diventato per noi una seconda patria.

E nel rispetto della persona umana e nella più schietta collaborazione arriveremo ad assicurare ai nostri figli un avvenire chiaro e felice dove la parola straniero non avrà più corso. Dove un emigrato sarà come un belga di Charleroi a Liegi, o di Verviers a Mons: un operaio come gli altri.

Mais si nous voulons donner à l'émigrant italien une réelle force représentative, une orientation choisie par lui-même, nous avons besoin de tous.

Il est trop facile de seulement dire notre désir de nous autodéterminer. Nous devons reconnaître que nos activités ont toujours été marginales. Volontairement ou non, nous avons continué à faire vivre en Belgique une petite Italie dans nos maisons. Alors qu'il aurait été de notre devoir, sans perdre pour cela nos caractéristiques, de participer au maximum à la vie sociale et économique belge.

Aujourd'hui encore, il y a beaucoup de nos concitoyens qui, avec l'éternel argument de ne pas vouloir faire de la politique, participent seulement passivement à la vie syndicale, en abandonnant leurs droits à un délégué belge, qui malgré toute sa bonne volonté ne peut comprendre et résoudre nos problèmes.

A la manifestation wallonne du 6 avril à Bruxelles, la place de l'Italien était à côté du camarade belge, car demander du travail pour tous était une chose qui les regardait tous deux. Malheureusement, les Italiens étaient fort peu, et un syndicaliste wallon m'a demandé: « *Où sont-ils tes 100.000 Italiens de Wallonie?* »

A cette question, à partir d'aujourd'hui, nous devons savoir répondre. Nous devons participer à toute activité belge, syndicale ou non. Même en dehors des partis, il y a mille façons de participer, de rompre l'isolement qui est le nôtre depuis plus de vingt ans. Ce n'est pas une immixtion politique de réclamer notre droit à l'égalité sur le plan du travail, et sans vouloir polémiquer nous ne pouvons oublier les jambes, les bras et les morts que nous avons laissés en Belgique sur l'autel du travail.

Notre caractère souriant, notre bonne volonté, notre courage au travail ne suffisent pas: il y faut plus.

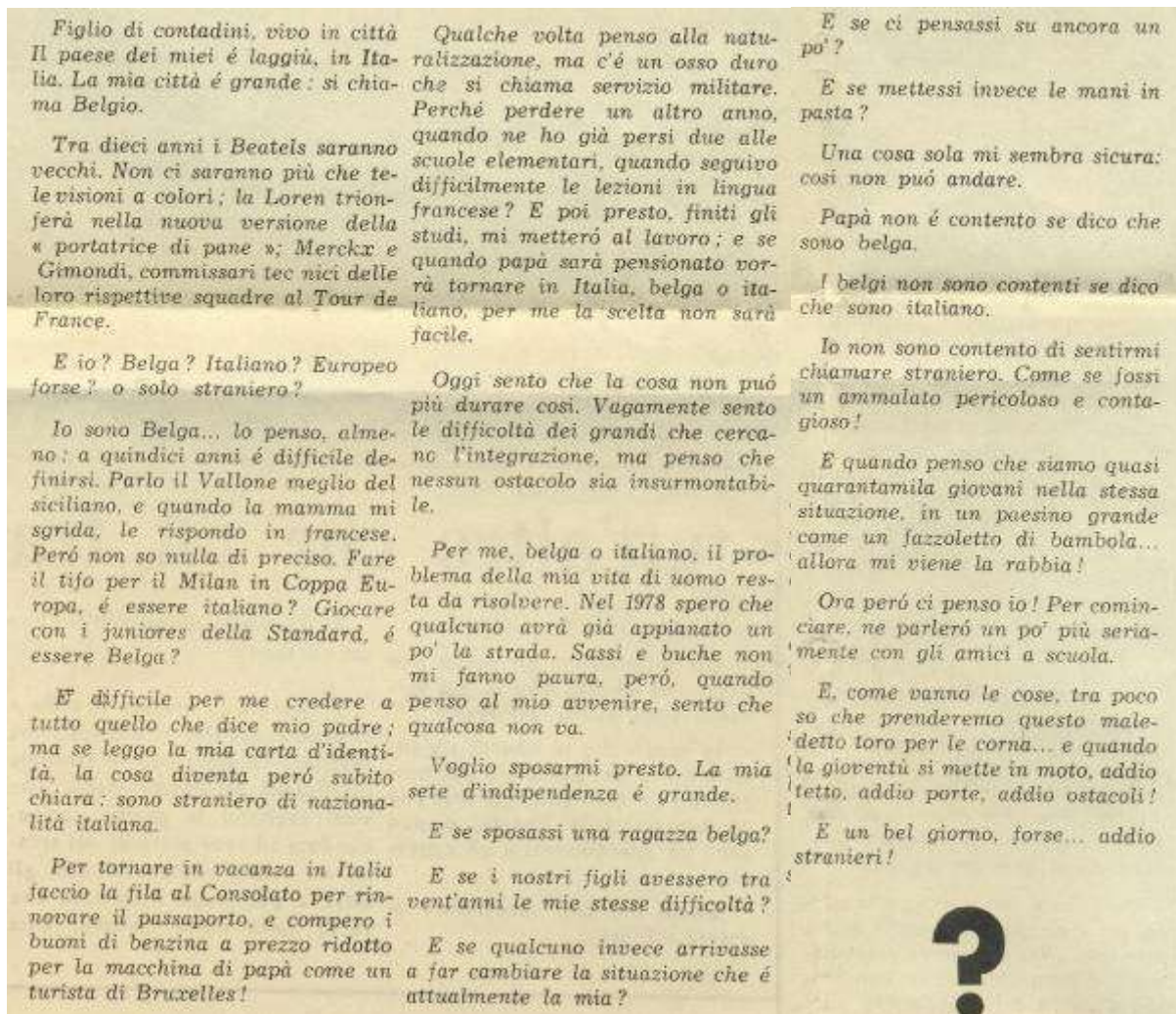
Il nous revient à nous, travailleurs italiens, de faire savoir à qui gouverne, en Belgique et en Italie, que nous sommes décidés à choisir nous-mêmes notre avenir. De faire savoir aux camarades de travail belges que nous sommes prêts à choisir le chemin vers une vraie intégration, dans le respect de nos usages et des leurs, sans l'ombre de nationalisme.

Les syndicats sont disposés à nous aider, les autorités consulaires doivent tenir compte de nos opinions et à Rome, le Conseil des Emigrés ne peut ignorer nos desirs.

Il nous revient d'agir, d'abandonner notre passivité, de prendre conscience de notre force et de la réalité du pays qui est devenu pour nous une seconde patrie.

Et dans le respect de la personne humaine et dans la plus franche collaboration nous arriverons à assurer à nos fils, un avenir clair et heureux où le mot étranger n'aura plus cours. Où un émigré sera comme un Belge de Charleroi à Liège, ou de Verviers à Mons: un ouvrier comme les autres.

Anche i figli degli emigrati sono in collera?



Même les fils des émigrés sont en colère ?

Fils de paysans, je vis en ville. Le pays des miens est là-bas. Ma ville est grande : on l'appelle Belgique.

Dans dix ans les Beatles seront vieux. Il n'y aura plus que des télévisions en couleurs ; la Loren triomphera dans la nouvelle version de « La Porteuse de Pain » ; Merckx et Gimondi, commissaires techniques de leurs équipes respectives au Tour de France.

Et moi ? Belge ? Italien ? Européen, peut-être ? Ou seulement étranger ?

Je suis belge... Je le pense, du moins : à quinze ans, il est difficile de se définir. Je parle le wallon mieux que le sicilien, et quand ma mère m'appelle, je réponds en français. Pourtant je ne sais rien de précis. Supporter Milan en Coupe

Parfois, je pense à la naturalisation, mais il y a un os dur qui s'appelle service militaire. Pourquoi perdre une autre année quand j'en ai déjà perdu deux à l'école élémentaire, quand je suivais difficilement les leçons en langue française ? Et puis, rapidement, mes études finies, je me mettrai au travail ; et quand papa sera pensionné, il voudra retourner en Italie, Belge ou Italien, pour moi le choix ne sera pas facile.

Aujourd'hui, je sens que la chose ne peut plus durer ainsi. Je sens vaguement les difficultés des grands, qui cherchent l'intégration, mais je pense qu'aucun obstacle n'est insurmontable.

Pour moi, Belge ou Italien, le problème de ma vie d'homme reste à résoudre. En 1978, j'espère que quelqu'un aura déjà

Et si on y pensait encore un peu ?

Et si au contraire, on mettait les mains à la pâte ?

Une seule chose me semble sûre : ainsi ça ne peut pas aller.

Papà n'est pas content si je dis que je suis Belge.

Les Belges ne sont pas contents si je dis que je suis Italien.

Je ne suis pas content de m'entendre appeler étranger. Comme si j'étais un malade dangereux et contagieux !

Et quand je pense que nous sommes presque quarante mille jeunes dans la même situation, dans un petit pays

d'Europe, c'est être Italien ? Jouer avec les juniors du Standard, c'est être Belge ?

Il est difficile pour moi de croire à tout ce que dit mon père ; mais si je lis ma carte d'identité, la chose devient pourtant subitement claire : je suis étranger de nationalité italienne.

Pour retourner en vacances en Italie, je fais la file au Consulat pour renouveler mon passeport et j'achète des bons d'essence à prix réduit pour la voiture de papa comme un touriste de Bruxelles.

un peu aplani la route. Les pierres et les trous ne me font pas peur, cependant, quand je pense à mon avenir, je sens qu'il y a quelque chose qui ne va pas.

Je veux me marier vite. Ma soif d'indépendance est grande.

Et si j'épousais une fille belge ?

Et si nos enfants avaient dans vingt ans les mêmes difficultés ?

Et si quelqu'un par contre arrivait à faire changer la situation qui est actuellement la mienne ?

grand comme un mouchoir de poupée... Il me vient alors la rage !

A présent, c'est moi qui y pense ! Pour commencer, je vais en parler plus sérieusement avec mes amis à l'école.

Et, comme vont les choses, sous peu, nous prendrons ce maudit taureau par les cornes... et quand la jeunesse se met en route, adieu toit, adieu portes, adieu obstacles !

Et un beau jour, peut-être... Adieu, étrangers !

?

Article repris d'« Intesa », publication du Comité d'Entente, créé le 26 juin 1967.

LA LONGUE MARCHÉ DE LA PARTICIPATION

La longue marche de la participation se déroula sur une période très étendue entre les élections précaires des Comités au niveau du Consulat d'Italie (du côté italien) et les élections limitatives et difficiles de Conseils Consultatifs des immigrés au niveau communal (du côté belge).

Les Conseils Consultatifs Communaux

Extraits de documents préparés par le Service Provincial d'Emigration et d'Accueil. (L.Doyen)

La sensibilisation politique des Immigrés.

C'est en 1964 que la création de « Conseils Consultatifs Communaux d'Immigrés » fut recommandée par diverses organisations et particulièrement, en avril, par la « Conférence Européenne des Pouvoirs Locaux ».

Si vous posez, à un immigré, la question de savoir s'il s'intéresse à la politique, vous obtiendrez, vraisemblablement, dans maints cas, une réponse négative.

Cela n'a sans doute rien de surprenant, surtout quand on connaît, par ailleurs, la faible propension des Belges eux-mêmes à se livrer publiquement sur ce sujet.

Ce qui peut paraître plus surprenant, c'est d'entendre un membre d'un Conseil Consultatif Communal des Immigrés dire qu'il ne fait pas de politique et c'est, cependant, ce qu'il nous a été donné d'entendre récemment.

Sensibilisation politique et participation au scrutin du 18 octobre 1970 à Cheratte.

L'objet de ce scrutin était de renouveler le Conseil mis en place à Cheratte en janvier 1968. Les membres de ce premier Conseil avaient été choisis par le Bourgmestre dont le choix avait été guidé par l'avis émis par les organisations syndicales et par diverses organisations comptant des immigrés.

Le Conseil issu de la journée du 18 octobre était, dès lors le premier à Cheratte et le second en Belgique, à être issu d'un scrutin.

La participation qui avait été de 13,1% en 1968 passa à 46,5%.

Si à l'époque du scrutin de Cheratte, il était prudent, pour confirmer cette hypothèse de progression rapide de la sensibilisation politique des immigrés, de vouloir attendre le résultat du scrutin de Flémalle-Haute qui devrait normalement être organisé aux environs de la fin de cette année.

En février 1971, on ne comptait encore, en Belgique, que quatre Conseils Consultatifs Communaux des Immigrés à savoir ceux de Flémalle-Haute et de Cheratte créés en janvier 1968, celui de Heusden créé en octobre de la même année et, créés plus récemment, ceux de Cuesmes et Courcelles.

Une partie non négligeable de l'opinion publique belge était loin d'être favorable aux Conseils Consultatifs des Immigrés, en cela aussi encouragée par certains articles de journaux proches de la droite, dont exemple : les attaques systématiques de La Libre Belgique et de son édition liégeoise, La Gazette de Liège.

Néanmoins les tentatives des Administrations Communales de créer ces Conseils sous la pression aussi des organisations des Immigrés, du S.P.I.A. et surtout des organisations syndicales FGTB et CSC individuellement et en Front Commun Syndical se multiplièrent de 1969 à 1973.

La Ville de Liège décide la création d'un Conseil Consultatif des Immigrés

Le 16 octobre 1972, Monsieur BAILLY, Premier Echevin de la Ville de Liège, a fait une communication au Conseil communal, sur l'état d'avancement des travaux en vue de la création d'un Conseil communal consultatif pour Immigrés et a annoncé des élections pour le mois de mars 1973 (probablement le 18 mars). Tous les partis ont marqué leur accord.

*Ainsi, pour la première fois dans une grande Ville de Belgique... et d'Europe,
un Conseil Consultatif des Immigrés va être élu à Liège.*

UN PEU D'HISTOIRE ...

1. C'est en 1964 que la création de "Conseils communaux consultatifs" fut recommandée par diverses organisations et notamment par la "Conférence Européenne des Pouvoirs locaux" (Strasbourg, résolution n° 49, 5^e session, 7/10 avril 1964).

L'idée a fait son chemin. Elle a été reprise par des mouvements ouvriers adultes et jeunes. Et elle fut mise en pratique, pour la première fois, dans la Province de Liège, grâce à l'impulsion du Service Provincial d'Immigration et d'Accueil.

2. En janvier 1968, les deux premiers Conseils consultatifs communaux des immigrés sont installés à Cheratte et à Flémalle-Haute. Depuis lors, d'autres Conseils ont vu le jour: Heusden (1969), Luesmes (1970), Courcelles, Etterbeek, Schaerbeek, Woluwé St Pierre, Forest, Forêt-Trooz, Ans (1971), Sprimont, Watermael-Boisfort, Koekelberg, Saint-Jesse-ten-Noode, Saint Gilles, Fontaine l'Evêque, Farciennes (1972)...

Des initiatives semblables ont été prises en France(2), en Allemagne (7), en Hollande (2), en Suisse (2).

3. Le 20 MARS 1971, le Colloque sur les droits civiques des immigrés organisé à l'initiative du Front Commun Syndical F.G.T.B.-C.S.C. de Liège et soutenu par de multiples organismes belges et immigrés, aboutit à la résolution que *la vraie solution à la participation des immigrés à la vie communale n'est pas la création de conseils consultatifs, mais bien la participation directe, par droit de vote quelle que soit la nationalité.*

UNE DECISION SOCIALISTE

QUESTION : Comment a été prise la décision de créer à Liège un Conseil consultatif des Immigrés ?



Charles BAILLY : Compte tenu de ce qui avait été réalisé par les bourgmestres socialistes de Cheratte, de Courcelles (le député Ernest Glinne), de Flémalle-Haute (le vice-Premier ministre André Cools), le P.S.B. liégeois avait mis à son programme en vue des élections communales d'octobre 1970 (et du second scrutin local de 1971) la création d'un tel Conseil consultatif des Immigrés. Dès que nous sommes rentrés au Collège, nous avons constaté que rien n'avait été préparé par la majorité précédente à cet égard. J'ai alors pris un premier contact avec l'organisation la plus représentative des forces du travail dans notre ville : la F.G.T.B. qui a au plan régional une commission

« Travailleurs immigrés » et un service de contacts et d'accueil pour ses affiliés de nationalité étrangère. A la demande de la F.G.T.B. qui avait placé la réalisation de telles initiatives dans le cadre du Front commun syndical, les rencontres furent étirées à la C.S.C. et nous avons ainsi travaillé avec des responsables syndicaux qui étaient souvent eux-mêmes des immigrés (tels Xavier Lastra et Vincent Steeger pour la F.G.T.B.) auxquels sont venus se joindre des délégués de groupes d'immigrés et l'efficace Service provincial d'Immigration et d'Accueil dirigé par notre ami Joseph Pollain. Ces débats nécessitèrent de nombreuses heures car notre ville comprend quelque 24.000 immigrés dont 18.200 à 18.300 en âge de voter. Ils représentent quelque 80 nationalités, certaines fort nombreuses (comme les 8 à 9.000 Italiens, surtout, mais aussi les Espagnols) et d'autres, par contre, réduites à une ou à quelques unités. Nous avons décidé unanimement que le Conseil consultatif des Immigrés aurait à Liège comme le Conseil communal 41 membres et que ces membres seraient répartis selon une clé de répartition (mise au point par Joseph Pollain et admise par tous) en 12 groupes (une nationalité pour former un groupe à elle seule doit comprendre au moins 300 membres). Nous avons également mis sur pied des directives électorales détaillées en ne nous inspirant pas seulement de la petite vingtaine d'exemples que compte notre pays mais en veillant surtout à favoriser au maximum la démocratie. Je crois qu'avec le concours notamment de ma collègue socialiste Louise Maréchal, chargée des services de l'état civil et de l'échevin P.L.P. Goldinne, lui-même fils d'immigré, nous avons bien travaillé puisque le répète l'accord des immigrés, des syndicats, du Service provincial d'Immigration et de la ville fut unanime.

La Leonardo partecipe et anime la liste ULPI

PROGRAMME U L P I : sa ligne-force.

1) A la base du programme ULPI il y a la conviction que c'est aux travailleurs de défendre les revendications des travailleurs. Et cela abstraction faite de leur nationalité, conscients comme nous sommes de l'internationalisme de la classe ouvrière, souligné par la réalité de l'immigration.

2) Préoccupés du bon fonctionnement du CCCI, nous insistons très fort sur la nécessité de le doter des moyens indispensables à cette fin. En particulier, d'un Secrétariat à temps plein, autonome et rémunéré, à qui un immigré compétent doit être affecté.

3) Pour que le CCCI réponde à sa finalité de participation à la vie civique, il faut que sa compétence ne soit pas restreinte aux problèmes spécifiques aux immigrés. Au contraire, il doit s'intéresser à la vie de la cité dans son ensemble. D'où la nécessité de pouvoir participer aux différentes Commissions au sein de l'Administration, ainsi que d'être informé au préalable de tous les points repris à l'ordre du jour du Conseil Communal.

4) Parmi les problèmes auxquels nous sommes confrontés en tant que travailleurs immigrés, certains nous paraissent particulièrement urgents: manque de logements sociaux, de programmes scolaires adaptés, de cours d'alphabétisation pour adultes, d'une animation culturelle pour et par les immigrés. D'où l'attention avec laquelle notre programme les envisage sous différents aspects, compte tenu de leur complexité.



La liste des candidats



1 PEZZUOLO Eligio.



2 SACCOMANO Ivo.



3 SANNA Mario.



4 SOLLAMI Senta.



8 RENZI Fortunato.



10 PASCOLINI Lino.



11 ROTOLO Vincenzo.



12 FADDA Pietro.



17 TORTOLANI Bruno.



18 MIRCO Sabino.



19 MICELI-SACCOMANO Ines.



20 LUNA-GRIS Daniela.



25 CAIRA-IANNETTA Laura.



26 ZEDDA Michele.



27 BORDONARO Gaetano.



28 DI BERNARDO Donato.



33 RUSSO Giovanni.



34 CENTI Giovanni.



35 RIZZELLO Benedetta.



36 SCHIRIZZI Vito.

L'IMPLICATION DES ÉMIGRÉS DANS LA POLITIQUE

La question de l'implication des émigrés dans la politique ne pouvait laisser indifférent quelqu'un comme Nestore Rotella, ni ses amis de la Leonardo. Ce thème fit l'objet de deux articles de Rotella qui donnent bien la mesure des préoccupations et des positions prises à l'époque.

Comme on le lira ci-après les interventions de Nestore Rotella, dirigeant de la Leonardo da Vinci, dont on rappelle le parcours de militant et de responsable du Parti Communiste Italien et de fondateur du journal L'Incontro, sont très nettement politiques et se situent droit dans la politique développée depuis sa création par la Leonardo da Vinci, sur le plan politique comme sur le plan culturel, politique largement ouverte à un front démocratique et progressiste.

★ CLASSE OPERAIA, LOTTA DI CLASSE E EMIGRATI

Classe ouvrière, lutte de classes et émigrés.

Caro Direttore,
Seguo con molto interesse tutte le settimane la rubrica « Opinioni ». Ho letto e riletto la lunga lettera di Raffaele Gentile, sul numero di sabato 28 aprile.
A scanso di equivoci dico subito che malgrado militiamo in formazioni politiche diverse, quindi ideologicamente distanti, ho sempre considerato il signor Gentile come uomo onesto e democraticamente sincero.
Fatta questa breve premessa è utile discutere le sue opinioni difficilmente condivisibili da tutti quelli che, al loro programma, hanno al primo punto la difesa degli interessi della classe operaia.
Infatti lui scrive: « Intesa Italiana » è composta da molti elementi della Democrazia Cristiana i quali vogliono per l'immigrazione italiana un'avvenire di promozione sociale e culturale, libero di ogni definizione di classe. » Nell'ultima frase è racchiuso il punto discriminante che divide profondamente il comitato U.L.P.I. da Intesa Italiana.
La classe operaia sa e la componente cristiana dell'ULPI ne è essa stessa convinta che la promozione socioculturale degli immigrati e di tutti i lavoratori, passa obbligatoriamente attraverso la lotta di classe.
Da che mondo è mondo non c'è mai stata promozione dei deboli e degli sfruttati senza lotte cruenti e molto spesso anche sanguinose.

Un buon cristiano che rilegge attentamente con le sole lenti da vista la storia del cristianesimo ci trova che già il Cristo assieme agli Apostoli condusse una aspra lotta contro il potere costituito per la redenzione del genere umano. Questa porto' Giovanni Battista al patibolo e il Cristo stesso fu crocifisso in mezzo a due ladroni.
Il rileggere questi testi rinfresca la memoria e ridà slancio ideale a chi non lo ha.
Dalla tardiva scoperta che il Gentile fa in merito alla composizione sociale della comunità italiana in Belgio, ne prendo atto e me ne rallegro.
Le componenti dell'UPLI però da molti anni vanno dicendo senza aspettare le elezioni di Liegi per accorgersene, che il 99 p.c. di essa è classe operaia e prima di tutto va difeso il suo interesse e tutelato.
Già anni prima, coscienti di questo fatto, siamo stati promotori di proposte concrete per dare più spazio alla classe operaia sia nel Comitato Consolare che in quello del COASIT, che in tutte le istanze ed organismi nei quali si discute e si decide dei problemi che la concernano.
Spiacente di dirlo, ma queste proposte sono sempre state aspramente respinte dagli amici della democrazia cristiana o a loro vicini.

Su questi fatti concreti e su queste proposte il dialogo e la fattiva collaborazione è possibile, purchè al centro di tutto il discorso ci sia come soggetto la promozione sociale, culturale e politica dei lavoratori, ma in maniera particolare di quelli manuali.

Questo tipo di proposte è affibbiare etichette? I comunisti sulla loro stessa pelle hanno imparato a discernere i fascisti dai sinceri democratici, i reazionari ed i progressisti, i conservatori dagli amici sinceri dei lavoratori, è vero Clavara? chi meglio di te ne può dare atto, dato che hai collaborato per lunghi anni con noi?

In quanto al fatto che i comunisti vogliono far cadere questo governo, noi non lo nascondiamo, anzi, siamo fieri di portare avanti questa dura battaglia assieme a fior di democratici sinceri di tutte le tendenze. Sono con voi in questa battaglia la sinistra democratica cristiana, i sindacati cattolici — vedi discorso di Storti — i socialisti, larghi settori delle ACLI, molti socialdemocratici e tanti altri ancora che come noi sono convinti che questo governo rappresenta un grave pericolo per la democrazia italiana e per le stesse istituzioni repubblicane.

Che la nostra proposta di mozione di sfiducia presentata in seno al Comitato Consolare aveva anche questo scopo, nessuno lo nega, lo dissi chiaramente

in quella sede senza mezzi termini, e la metà dei componenti del Comitato che voto' a favore della proposta era altrettanto convinta di questo fatto, pero' lo scopo maggiore è sfuggito al resto del comitato ed era quello di lavare l'onta dello sconsiderato atteggiamento dell'on. Elkan verso la nostra comunità in Belgio.

Altro scopo e non certo secondario, era quello di dimostrare a tutte le forze politiche italiane che gli immigrati non sono più gli stessi uomini di quando partirono con le valigie legate con lo spago e piene di miseria, ma bensì uomini degni di essere trattati come tali.

Queste concezioni radicalmente contrastanti dividono profondamente il Comitato ULPI dal Comitato INTESA e non credo sinceramente che il linguaggio quarantottesco di guerra fredda e di crociata anticomunista faciliti il dialogo e la ripresa di collaborazione fattiva tra tutte le forze autenticamente democratiche, convinte che solo con la lotta si può contribuire a risolvere gli ansiosi problemi dell'Italia e degli italiani immigrati.

Grazie dell'ospitalità e cordiali saluti.

Nestore Rotella - ANS.

Cher Directeur,

Je suis avec beaucoup d'intérêt toutes les semaines la rubrique « Opinions ». J'ai lu et relu la longue lettre de Raffaele Gentile, sur le numéro de samedi 28 avril.

Pour éviter toute équivoque, je dis immédiatement que malgré que nous militions dans des formations politiques différentes, c'est-à-dire idéologiquement distantes, j'ai toujours considéré Monsieur Gentile comme un homme honnête et démocratiquement sincère.

Cette brève prémisse faite, il est utile de discuter ses opinions difficilement partageables par tous ceux qui, dans leur programme, ont comme premier point la défense des intérêts de la classe ouvrière.

De fait, il écrit : « Intesa Italiana (Entente Italienne) est composée de nombreux éléments de la Démocratie Chrétienne qui veulent pour l'immigration italienne un avenir de promotion sociale et culturelle, libre de toute définition de classes ». Dans la dernière phrase est renfermé le point crucial qui sépare profondément le comité U.L.P.I. d'Intesa Italiana.

La classe ouvrière sait et la composante chrétienne de l'ULPI en est, elle aussi, convaincue que la promotion socioculturelle des immigrés et de tous les travailleurs, passe obligatoirement par la lutte de classes.

Depuis que le monde est monde, il n'y a jamais eu de promotion des faibles et des exploités sans de cruelles luttes et la plupart du temps sanguinaires.

Un bon chrétien qui relit attentivement avec ses seules lunettes de vue l'histoire du christianisme y trouve déjà que le Christ avec ses Apôtres menait une âpre lutte contre le pouvoir constitué pour la rédemption du genre humain. Celle-ci conduisit Jean-Baptiste à la potence et le Christ lui-même fut crucifié au milieu des deux larrons.

La relecture de ces textes rafraîchit la mémoire et redonne de l'élan à qui n'en a pas.

De la tardive découverte que Gentile fait relativement à la composition sociale de la communauté italienne en Belgique, j'en prends acte et je m'en réjouis.

Les composantes de l'ULPI cependant depuis des nombreuses années le disent sans attendre les élections de Liège pour s'en apercevoir, que 99 % de celle-ci est de classe ouvrière et avant tout doit défendre et protéger son intérêt.

Depuis des années déjà, conscients de ce fait, nous avons été promoteurs de propositions concrètes pour donner plus d'espace à la classe chrétienne ouvrière que ce soit dans le Comité Consulaire que dans celui du COASIT, que dans toutes les instances et organismes dans lesquels on discute et on décide des problèmes qui la concerne.

Je suis désolé de le dire, mais ces propositions ont toujours été âprement repoussées par les amis de la démocratie chrétienne et ceux qui leur sont proches.

Sur ces faits concrets et sur ces propositions, une collaboration et un dialogue fructueux sont possibles, pour autant qu'au centre de tout le discours, il y ait comme sujet la promotion sociale, culturelle et politique des travailleurs, mais tout particulièrement des manuels.

Ce type de proposition est-il de flanquer des étiquettes ? Les communistes ont appris sur leur propre peau à discerner les fascistes des démocrates sincères, les réactionnaires des progressistes, les conservateurs des amis sincères des travailleurs, n'est-ce pas Clavora ? Qui mieux que toi peut en donner acte, étant donné que tu as collaboré pendant de longues années avec nous ?

Quant au fait que les communistes veulent faire tomber ce gouvernement, nous ne le cachons pas, au contraire, nous sommes fiers de mener cette dure bataille au côté de la fleur des démocrates sincères de toutes les tendances. Sont avec nous dans cette bataille la gauche démocratique chrétienne, les syndicats catholiques – voir le discours de Storti – les socialistes, de larges pans des ACLI, beaucoup de sociaux-démocrates et tant d'autres encore qui comme nous sont convaincus que ce gouvernement représente un grand danger pour la démocratie italienne et pour des institutions républicaines.

Que notre proposition de motion de défiance présentée au sein du Comité Consulaire avait aussi ce but, personne ne le nie, je l'ai dit clairement sans détour en ce lieu et la moitié des composants du Comité qui a voté en faveur de la proposition était autant convaincue de ce fait, toutefois le but principal a échappé au reste du comité et était de laver la honte de la position inconsidérée de l'On. Elkan envers notre communauté en Belgique.

Autre but et certainement pas secondaire était celui de démontrer à toutes les forces politiques italiennes que les immigrés ne sont plus les mêmes hommes que quand ils partirent avec leur valise liée avec de la ficelle et remplie de misère, mais bien des hommes dignes d'être traités comme tels.

Ces conceptions radicalement opposées séparent profondément le Comité ULPI du Comité INTESA et je ne crois sincèrement pas que le langage *quarantotesque* de la guerre froide et de croisade anticommuniste facilite le dialogue et la reprise d'une collaboration fructueuse entre toutes les forces authentiquement démocratiques, convaincues qu'on peut seulement avec la lutte contribuer à résoudre les angoissants problèmes de l'Italie et des Italiens immigrés.

Merci de l'hospitalité et saluts cordiaux

Nestore Rotella - Ans

I progressisti nella Giunta esecutiva del Consiglio di Liegi

L'impegno dei comunisti per un'azione unitaria.

Una analisi dettagliata del voto per il Consiglio consultivo degli emigrati a Liegi, viene ulteriormente a riconfermare la grande vittoria delle forze progressiste in questo importante centro industriale del Belgio, sia nella comunità italiana, sia in quella spagnola, che sono di gran lunga le più numerose.

Gli italiani che avevano diritto al voto erano 7.775. La maggioranza relativa è andata all'ULFI (Unione lavoratori progressisti italiani) che ha ottenuto il 39 per cento dei voti. Tale lista era composta dal PCI, dal PSI, dalle ACLI, dalle associazioni democratiche «Leonardo da Vinci» e «Sardegna all'estero» e da alcuni candidati democratici senza partito. La DC, che con altre forze conservatrici e moderate si era raggruppata nella lista «Intesa Italiana», ha raccolto il 33 per cento dei voti. Il MSI, sceso in campo con grandi ambizioni con la lista «Tricolore italiano» è stato il grande sconfitto, perché non è andato oltre il 5 per cento dei voti. La lista liberale «Italiani all'estero» è stata sonoramente battuta, visto che ha appena ottenuto lo 0,8 per cento. Vi erano poi una miriade di liste e candidati isolati di «disturbo», che hanno arrecato in realtà un grave danno alla lista progressista.

Bisogna subito dire che la lotta politica tra le forze in lizza è stata aspra e serrata, però si è sempre mantenuta su un tono di civile e democratica competizione. La lista fascista, infatti, è stata sempre isolata e tagliata fuori da ogni dialogo, fin dalle prime battute della campagna elettorale, fatta eccezione per alcuni dirigenti della DC che hanno cercato di civettare con i missini.

Da rilevare come dati importanti, l'elevata percentuale dei votanti e il basso numero di voti bianchi o nulli, nonostante il com-

pletatissimo sistema elettorale belga (diciamo qui brevemente che la legge elettorale belga prevede contemporaneamente tre modi di votazione: 1. voto in testa di lista; 2. voto preferenziale: si possono votare a titolo individuale sulla stessa lista, tanti candidati quanti sono i seggi da attribuire; 3. il «panachage», secondo cui l'elettore può scegliere in tutte le liste in lizza, tanti candidati quanti sono i seggi in palio).

Il voto alla lista dell'ULFI è stato un voto cosciente, di lavoratori che lottano per cambiare la società in cui viviamo. Lo dimostrano gli 840 voti in testa di lista, la mancanza della «concorrenza» personale nonostante si trattasse della lista col maggior numero di candidati. L'ULFI ha basato la sua campagna elettorale su un programma preciso, ha chiamato la gente a ragionare e a riflettere. Messa tra il fuoco concentrico della DC, dei fascisti, dei dirigenti delle ACLI di Bruxelles, la lista progressista non si è lasciata distogliere dal suo lavoro unitario, ed è stata ripagata con la fiducia della maggioranza dei lavoratori italiani: la conquista di 7 seggi è stata una grande vittoria.

La DC e i suoi alleati conservatori hanno avuto un effimero risultato, se si pensa che hanno ottenuto soltanto 371 voti di lista. Il 33 per cento dei voti totali lo devono agli effetti del «panachage» e all'azione clientelare tipica della DC. La DC aveva grandi mezzi finanziari a disposizione. Inoltre si sa che molti missionari, le mutue cristiane, certe agenzie di viaggio e banche si erano gettati nella mischia per sostenere la DC. Ma tutto ciò non ha fatto conseguire alla Democrazia cristiana il risultato sperato: 6 eletti su 18 sono pochi, anche se la sconfitta, per i motivi detti sopra, è stata contenuta.

Umiliata la prezzolata

pattuglia missina. La presenza di cinque dirigenti italiani, tirapiedi di Almirante, capeggiati da un deputato missino, che hanno piantato il loro quartier generale nel grande albergo «Britannico», non è servita; come non è servito il denaro profuso per comperare voti: soltanto il 5 per cento dei voti e un solo eletto. Migliore risposta di questa l'emigrazione non poteva dare a certi tristi figure del passato regime.

Un discorso particolare meritano i 12 candidati di «disturbo», presentatisi a titolo personale. Vi sono tra questi, alcuni senza idee precise; altri di idee progressiste e aperti all'incontro con le forze operaie, di cui occorre tener conto e coi quali si dovrà incoraggiare un dialogo franco e sereno. Il loro risultato è stato superiore al previsto: hanno avuto il 22 per cento dei voti e tre seggi.

Se a questi dati, si aggiunge la vittoria delle forze progressiste delle altre nazionalità (nella comunità spagnola 4 seggi sono stati conquistati dai comunisti e due dai socialisti), si può già sin d'ora presumere che la Giunta esecutiva del Consiglio consultivo di Liegi sarà composta da esponenti delle sinistre. Per quanto ci riguarda, noi comunisti ricercheremo tutte quelle convergenze con le altre comunità, necessarie per costruire un tessuto unitario che permetta una guida democratica e sicura, nell'interesse di tutti i lavoratori.

NESTORE ROTELLA

Les progressistes dans le bureau exécutif du Conseil de Liège *L'engagement des communistes pour une action unitaire*

Une analyse détaillée des votes pour le Conseil consultatif des émigrés à Liège, vient confirmer ultérieurement la grande victoire des forces progressistes dans cet important centre industriel de la Belgique, que ce soit dans la communauté italienne, que dans l'espagnole, qui sont de loin les plus importantes.

Les Italiens qui avaient le droit de vote étaient 7.776. La Majorité relative est allée à l'ULPI (Unione Lavoratori Progressisti Italiani) qui a obtenu 39 %. Cette liste était composée du PCI, du PSI, des ACLI, des associations démocratiques « Leonardo da Vinci » et « Sardegna all'Estero » ainsi que de quelques candidats démocrates sans parti.

La DC qui s'était regroupée avec d'autres forces conservatrices et modérées sur la liste « Intesa Italiana » a recueilli 33 % des votes. Le MSI, entré en campagne avec de grandes ambitions avec la liste « Tricolore Italiano » a été le grand défait, car il n'est pas allé au-delà des 5 % des votes.

La liste libérale « Italiani all'Estero » a été la grande battue, vu qu'elle a à peine obtenu 0,8 %. Il y avait ensuite une myriade de listes de candidats isolés de « perturbation », qui ont en réalité causé un grave dommage à la liste progressiste.

Il faut dire immédiatement que la lutte politique entre les listes en lice a été âpre et serrée, toutefois elle s'est maintenue à un ton de compétition civile et démocratique. La liste fasciste, en revanche, a été toujours isolée et mise hors de tout dialogue, depuis les premières répliques de la campagne électorale, exception faite de certains dirigeants de la DC qui ont cherché à coqueter avec les missiniens.

A relever comme faits importants, le pourcentage élevé des votants et le nombre réduit des

votes blancs ou nuls, nonobstant le système électoral belge très compliqué (disons ici brièvement que la loi électorale belge prévoit en même temps trois modes de vote : 1. un vote en tête de liste ; 2 un vote préférentiel : on peut voter sur la même liste à titre individuel pour autant de candidats qu'il y a de sièges à attribuer ; 3. le « panachage », suivant lequel l'électeur peut choisir sur toutes les listes en lice, autant de candidats qu'il y a de sièges en compétition).

Le vote de la liste ULPI a été un vote conscient de travailleurs qui luttent pour changer la société dans laquelle nous vivons. Le démontrent les 840 votants en tête de liste, l'absence de « concurrence » personnelle nonobstant qu'il s'agissait de la liste avec le plus grand nombre de candidats. L'ULPI a basé sa campagne électorale sur un programme précis, a appelé les gens à raisonner et à réfléchir. Soumise aux feux concentriques de la DC, des fascistes, des dirigeants des ACLI de Bruxelles, la liste progressiste ne s'est pas laissée distraire de son travail unitaire, et elle en a été repayée par la confiance de la majorité des travailleurs italiens : la conquête de 7 sièges a été une grande victoire.

La DC et ses alliés conservateurs ont eu un résultat éphémère, si l'on pense qu'ils ont obtenu seulement 371 votes en tête de liste. Leur 33 % des votes totaux, ils le doivent aux effets du « panachage » et à l'action clientéliste typique de la DC. La DC avait de grands moyens financiers à sa disposition. En outre, on sait que beaucoup de missionnaires, les mutualités chrétiennes, certaines agences de voyage et bancaires s'étaient jetés dans la mêlée pour soutenir la DC. Mais tout cela n'a pas fait obtenir à la Démocratie Chrétienne le nombre de sièges

espéré : 6 élus sur 18 sont peu, même si la défaite pour les motifs dits ci-dessus, a été contenue.

La patrouille missinienne mercenaire humiliée. La présence de 5 dirigeants italiens, sous-fifres d'Almirante, chapeauté par un député missinien, qui ont planté leur quartier-général dans le grand hôtel « Britannique », n'a pas servi ; comme n'a pas servi l'argent répandu à profusion pour acheter des votes : seulement 5 % des votes et un seul élu. L'émigration ne pouvait donner meilleure réponse que celle-là à ces tristes figures du régime passé.

Les 12 candidats de « perturbation », qui se présentaient à titre personnel, méritent un commentaire particulier. Il y en a parmi ceux-ci, sans aucune idée précise ; d'autres aux idées progressistes et ouverts à la rencontre avec les forces ouvrières, dont il convient de tenir compte et avec lesquels on devra encourager un dialogue franc et serein. Leur résultat a été supérieur aux prévisions ; ils ont obtenu 22 % des votes et trois sièges.

Si à ces faits, on ajoute la victoire des forces progressistes des autres nationalités (dans la communauté espagnole, 4 sièges ont été conquis par les communistes et deux par les socialistes), on peut déjà, dès à présent, présumer que le Conseil consultatif de Liège sera composé de représentants de la gauche. En ce qui nous concerne, nous communistes, nous rechercherons toutes les convergences avec les autres communautés, nécessaires pour construire un tissu unitaire qui permette une conduite démocratique et sûre, dans l'intérêt de tous les travailleurs.

NESTORE ROTELLA

Le Comité Permanent des Immigrés de Seraing.

A Seraing, deuxième ville de la province de Liège, centre du poumon industriel et aussi centre ouvrier où sont présentes les deux principales organisations d'immigrés, la Leonardo da Vinci et Casa Nostra, les premiers contacts eurent lieu dès 1971, et c'est le 14 mars 1973, que le Conseil Communal de la Ville de Seraing a reconnu ce qui fut appelé « C.P.I.S » - Comité Permanent des Immigrés de Seraing.

Ce Comité a joué un rôle précurseur et important dans l'évolution de l'intégration politique des émigrés dans les communes belges. Il préfigurait les Comités Consultatifs qui devaient voir le jour par la suite dans d'autres communes et d'autres provinces.

Ce comité permanent fut au départ composé de quatre associations opérationnelles et reconnues par le pouvoir communal : la Leonardo da Vinci, Casa Nostra, le groupe Républicain Espagnol, devenu Garcia Lorca, l'Association des Yougoslaves, auxquelles s'est jointe assez rapidement l'Association Fernando Santi.

Né dans la perspective d'être ultérieurement transformé en Conseil Consultatif élu, il fit élaborer, avec l'aide et l'étroite collaboration des spécialistes, un projet pour se présenter au vote populaire des immigrés.

Cependant, la forte pression des représentants des associations de l'époque pour organiser des élections n'a jamais reçu de réponse favorable de la part de l'Autorité Communale. On a assisté à l'occasion de diverses interpellations à des réponses évasives et ambiguës, voire à des reports à répétition de dates prévues.

L'argument parfois utilisé bien plus tard sur la soi-disant faible efficacité des autres Conseils Consultatifs élus et sur la nécessité de maintenir en conséquence la forme provisoire de départ du C.P.I.S. ne nous a jamais convaincus. Ce qui nous avait laissé supposer que la cause pouvait plutôt être le milieu politique chez les Italiens composé de fortes organisations comme la Leonardo da Vinci - réputée communiste et Casa Nostra - réputée démocrate chrétienne et la faiblesse à Seraing, voire l'absence des socialistes italiens.

Néanmoins, le CPIS permit de franchir des étapes non négligeables comme l'apprentissage à la participation au niveau communal, connaître l'Institution, connaître les hommes et les femmes qui en font partie et améliorer ainsi les relations de ceux-ci avec les associations d'immigrés.

Parmi ses premières actions, nous tenons à citer :

- l'élaboration d'un cahier pédagogique sur les émigrés destiné aux écoles primaires et
- la sensibilisation de l'autorité communale pour intervenir en vue d'améliorer l'état des cantines qui, à la surprise générale, se trouvaient dans un état pitoyable et peu acceptable pour les personnes (les immigrés) qui devaient y vivre.

2004 : Les élections au COM.IT.ES (Comité des Italiens à l'étranger – Comitato degli Italiani all'Estero)

Le temps passant, les choses évoluant, les efforts des émigrés d'une part, mais aussi, la prise de conscience dans le pays d'origine de la nécessité de tenir compte des nationaux exilés, dans la mesure où ayant conservé leur nationalité, ils sont (au moins en théorie) toujours susceptibles de revenir au pays, on voit apparaître une organisation nouvelle de la politique de l'émigration et la loi italienne va progressivement reconnaître le phénomène de l'émigration et accorder aux émigrés des droits spécifiques.

C'est dans cette évolution que vont être créés les Comités d'Italiens à l'Etranger (COM.IT.ES) et que des élections spécifiques vont être organisées par les consulats

pour assurer cette représentation d'une manière démocratique.

En 2004, une élection est organisée pour renouveler les COMITES et pour la première fois, par correspondance.

La Leonardo, avec une série d'organisations politiques, d'associations nationales et régionales, de mouvements... de l'émigration italienne, présente une liste unique sous le signe de l'ULIVO (L'Olivier).

En fait, il s'agit de la liste de coalition de centre gauche.

ELEZIONE DEL COM.IT.ES

COMITATO DEGLI ITALIANI ALL'ESTERO DI LIEGI-LUSSEMBURGO

Venerdi 26 marzo 2004

ATTENZIONE : SI VOTA PER CORRISPONDENZA



Entro il prossimo 26 marzo 2004 si svolgeranno in Belgio le elezioni per il rinnovo dei COMITES (Comitati degli Italiani all'estero). Il voto sarà espresso per corrispondenza. Per tale importante occasione, le forze politiche, le Associazioni nazionali e regionali, i movimenti e i Patronati presenti a Liegi, si sono raggruppati sotto l'emblema e l'ideologia de l'ULIVO per formare una lista unitaria alfine di perseguire un programma unitario, di concretizzare e sviluppare dei punti che corrispondono alle esigenze e ai nuovi bisogni dei nostri connazionali.

Entro il 6 marzo 2004, l'Ufficio consolare invia agli elettori il plico contenente :
il certificato elettorale, la scheda, la busta bianca per la scheda,
la busta preaffrancata con l'indirizzo dell'Ufficio consolare,
un foglio informativo con le modalità di voto, il testo della Legge. In caso di ulteriori informazioni, invitiamo l'elettore di rivolgersi alle Associazioni ed ai Patronati
Il plico viene inviato in Consolato.

Termine ultimo di arrivo entro le ORE 24 DEL 26 MARZO 2004

VOTA E FAI VOTARE LISTA N°1